



# PRÉFET DU TARN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Arrêté préfectoral du 21 FEV. 2025 autorisant la SAS CARRIÈRES PLO à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite aux lieux-dits « Bois d'En Baysse et Camp Bernard » sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme (81)**

### LE PRÉFET DU TARN

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1<sup>er</sup> du livre V et son titre 1<sup>er</sup> du livre II ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du Code de l'Environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** les livres I et IV du code de l'environnement, dans sa partie législative et notamment ses articles L. 411-1 et L. 411-2, L415-3 ;
- Vu** le livre IV du code de l'environnement, dans sa partie réglementaire et notamment ses articles R. 411-1 à R. 411-14 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 16 février 2024 approuvant le schéma départemental des carrières de la région Occitanie ;
- Vu** l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin du bassin Adour-Garonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du n° 920580 du 6 novembre 1998 autorisant pour une durée de 25 ans, la SAS CARRIERES PLO à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite, aux lieux-dits « Bois d'En Baysse et Camp Bernard») sur les parcelles cadastrées section A 571, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 1233, 1859, 1863, 1867, 1871 sur le territoire communal de Saint Salvy de la Balme (81) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 25/10/2022 autorisant la prolongation jusqu'au 05 novembre 2025 l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de granite précitée sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme par la SAS CARRIERES PLO ;
- Vu** la demande du 30 avril 2024, complétée le 22 août 2024, présentée par la SAS CARRIERES PLO dont le siège social est situé 2228 Route de Castres – 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter (renouvellement ) sur les parcelles cadastrées section A 571, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 1233, 1859, 1863, 1867, 1871 sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme une carrière à ciel ouvert de granite pour une durée de 30 ans et d'une capacité annuelle moyenne et maximale de, respectivement, 30 000 et 45 000 tonnes/an représentant une superficie de 12 ha 5 ares ;
- Vu** l'avis favorable en date du 14 février 2024 du Maire de la commune de Saint Salvy de la Balme sur le renouvellement d'exploiter et sur la remise en état du site sur les parcelles cadastrées section A 571, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 1233, 1859, 1863, 1867, 1871 lieux-dits « Bois d'En Baysse et Camp Bernard»;
- Vu** l'avis favorable en date du 23 février 2024 du propriétaire des parcelles cadastrées section A 571, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 1233, 1859, 1863, 1867, 1871 lieux-dits « Bois d'En Baysse et Camp Bernard» sur la remise en état;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale en date du 04 juillet 2024 ;
- Vu** la décision en date du 07 octobre 2024 du président du tribunal administratif de Toulouse portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2024 portant ouverture d'une enquête publique du 18 novembre 2024 au 19 décembre 2024 concernant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière aux lieux-dits « Bois d'En Baysse et Camp Bernard» sur la commune de Saint Salvy de la Balme par la SAS CARRIERES PLO ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de l'avis au public ;
- Vu** la publication en date du 22 novembre 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;
- Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu** le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique du 7 janvier 2025 ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 20 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 23 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 28 janvier 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande, le demandeur a été conduit à proposer une gestion détaillée des eaux pluviales, dimensionnée pour gérer une pluie décennale, et à apporter des améliorations sur le dispositif de gestion des eaux pluviales ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations du conseil municipal de Saint Salvy de la Balme ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L.122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec les orientations du schéma des carrières de la région Occitanie ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état sont compatibles avec les orientations du SDAGE Adour Garonne ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

*Sur proposition du sous-préfet de Castres*

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

## CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

I - La SAS CARRIÈRES PLO dont le siège social est situé 2228 Route de Castres – 81490 Saint Salvy de la Balme est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite sur le territoire de la commune de Saint Salvy de la Balme aux lieux dits « Bois d'en Baysse et Camp Bernard ».

II - La présente autorisation unique tient lieu :

- d'une autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement ;
- d'une autorisation de défrichement au titre des articles L.214-3, L.341-3, L.371-4, L.374-1 et L.375-4 du code forestier.

### Article 1.1.2 : Réglementation générale

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

### Article 1.1.3 : Abrogation de prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 920580 du 6 novembre 1998 , de l'arrêté préfectoral en date du 25/10/2022 autorisant la prolongation d'exploiter susvisés sont abrogées à l'exception de l'article autorisant l'exploitation.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 25 octobre 2022 portant sur la prolongation d'exploiter jusqu'au 5 novembre 2025 sont abrogées.

### Article 1.1.4 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux stockages de déchets d'extraction inertes, issus de l'exploitation de la carrière, et aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration sont applicables auxdites installations incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

## CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

RUBRIQUE	RÉGIME	DÉSIGNATION / SEUIL	Caractéristiques de l'installation
2510-1	A	Exploitation de carrière , à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production annuelle (commercialisable) Moyenne : 30 000 T / an Maximale : 45 000 T / an

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique )

**Article 1.2.2 : Liste des installations, ouvrages, travaux et activités concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau :**

RUBRIQUE	RÉGIME	ACTIVITÉ (Libellé de la rubrique)	CAPACITÉ AUTORISÉE
2.1.5.0-2	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1 - Supérieure ou égal à 20 ha 2 - Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Bassin versant intercepté par le projet : 7,5ha

**Article 1.2.3 : Situation et destination parcellaire de l'établissement**

L'exploitation autorisée est située sur la commune de Saint Salvy de la Balme aux lieux-dits « Bois d'en Baysse, et Camp Bernard » sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section Cadastrale	N° de parcell e	Superfici e	Emprise du projet m <sup>2</sup>	Destination
Saint Salvy de la Balme	Camp Bernard	A	571	9 160	9 160	Accès site, PF chargement et stockages, gestion des eaux
			1859	16 065	13 885	Plate-forme chargement et stockages, installations connexes, pistes
	Bois d'en Baysse	A	576	9 584	9 584	Extraction, dépôt d'inertes, pistes
			577	5 177	5 177	Extraction, pistes, boisements
			578	2 805	2 805	Boisements
			579	3 120	3 120	Extraction, pistes, boisements
			581	3 802	3 802	Extraction, pistes, boisements
			582	3 921	3 921	Pistes, dépôts d'inertes, boisements
			1233	16 975	16 975	Extraction, dépôt d'inertes, pistes, merlon, boisements
			1863	23 315	23 315	Extraction, dépôt d'inertes, pistes, installations connexes, boisements
			1867	11 485	11 485	Extraction, dépôt d'inertes, pistes, gestion des eaux, boisements
			1871	18 685	18 685	Extraction, dépôt d'inertes, pistes, gestion des eaux, merlon, boisements

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 12,2 ha, qui comprend une surface dévolue à l'extraction de 2,47 ha, une superficie de remblais de 1,9ha, une superficie dédiée aux pistes et annexes remblais qui représente environ 2 ha, et une superficie de 6 ha comprenant dépression et bassin qui reste intact.

Les surfaces concernent les parcelles précédentes par référence au plan cadastral **Annexé 1** au présent arrêté.

La surface autorisée en exploitation de carrière, le périmètre voué à l'extraction et l'implantation des installations sont repérés sur le plan joint en **Annexe 2**.

Les matériaux extraits stockés sur le site de la carrière ne le seront qu'à l'intérieur du périmètre autorisé.

Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété ou de forage du bénéficiaire.

#### **Article 1.2.4 : Méthode d'exploitation**

L'exploitation est réalisée par la technique du pré-découpage au marteau perforateur (gailleuse), puis par éclatement à l'explosif. La coupe horizontale est faite en introduisant le câble diamanté dans les trous de foration.

### **CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 – DURÉE ET CADUCITÉ DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1.4.1 : Durée de l'autorisation**

I. - L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

II- La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté. L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés.

III. - L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement de cette autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire 6 mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.

#### **Article 1.4.2 : Caducité**

I. - L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

II. - Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'enregistrement ou de déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives conformément à l'article R.512-74-II du code de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.5 – GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 1.5.1 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) visées à l'article 1 de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

### **Article 1.5.2 : Montant des garanties financières**

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée par périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le phasage d'exploitation et de remise en état en annexe 3 présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Ce montant est fixé à :

1 <sup>ère</sup> période d'exploitation et remise en état finale	(de la date de publication de l'arrêté à 5 ans après cette même date)	216 484 € TTC
2 <sup>ème</sup> période d'exploitation et remise en état finale	(de 5 ans après la date de publication de l'arrêté à 10 ans après cette même date)	247 491 € TTC
3 <sup>ème</sup> période d'exploitation et remise en état finale	(de 10 ans après la date de publication de l'arrêté à 15 ans après cette même date)	237 389 € TTC
4 <sup>ème</sup> période d'exploitation et remise en état finale	(de 15 ans après la date de publication de l'arrêté à 20 ans après cette même date)	241 271 € TTC
5 <sup>ème</sup> période d'exploitation et remise en état finale	(de 20 ans après la date de publication de l'arrêté à 25 ans après cette même date)	246 316 € TTC
6 <sup>ème</sup> période d'exploitation et remise en état finale	(de 25 ans après la date de publication de l'arrêté à 30 ans après cette même date)	257 096 € TTC

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : (130,2 novembre 2024 parution JO du 16/01/2025)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

### **Article 1.5.3 : Établissement des garanties financières**

Avant la mise en activité de l'installation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

### **Article 1.5.4 : Renouvellement des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins 6 mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le Préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

#### **Article 1.5.5 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

#### **Article 1.5.6 - Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état de la carrière est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### **Article 1.5.7 : Modification des modalités de constitution des garanties financières**

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### **Article 1.5.8 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **Article 1.5.9 : Appel aux garanties financières**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8, en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 ;

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

**Article 1.5.10 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **CHAPITRE 1.6 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

**Article 1.6.1 : Modification du champ de l'autorisation**

**I** - En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

**II** - Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages et travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

**III** - Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

**IV** - En vertu de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'exploitant souhaitant présenter un dossier vérifie si son projet répond aux critères et seuils relevant d'un examen au cas par cas. Lorsque son projet est soumis à un examen au cas par cas, l'exploitant saisit l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale, par combinaison des articles L. 181-5 et L. 181-14 du code de l'environnement.

**Article 1.6.2 : Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

**Article 1.6.3 : Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 1.6.4 : Changement d'exploitant**

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée au préfet comporte :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- la justification de constitution de ses garanties financières ;
- les documents attestant du fait que le nouvel exploitant est propriétaire des terrains sur lesquels se situe l'installation ou qu'il a obtenu l'accord du ou des propriétaires de ceux-ci.

#### **Article 1.6.5 : Cessation d'activité**

Lorsqu'il procède à une cessation d'activité l'exploitant transmet au préfet dans « les six mois qui suivent l'arrêt définitif » un mémoire « de réhabilitation » précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 « et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° La mise à l'arrêt définitif ;
- 2° La mise en sécurité ;
- 3° La réhabilitation ou remise en état.

La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état « permettant le ou les usages futurs du site déterminés », dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

### **CHAPITRE 1.7 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

#### **Article 1.7.1 : Réglementation applicable**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

Dates	Textes
22/09/1994	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
09/02/2004	Arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
31/07/2012	Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 1.7.2 : Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.
- les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- la présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **CHAPITRE 1.8 – VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **Article 1.8.1 : Contrôles et analyses**

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1 : Objectifs généraux**

Les carrières, les installations de premier traitement des matériaux, les zones de stockage et les installations connexes sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, de manière à protéger les intérêts visés par l'article L.181-3, dans la conception, la conduite de l'exploitation et l'entretien pour limiter le prélèvement et la consommation d'eau, limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

### **Article 2.1.2 : Aménagements préliminaires**

#### **Article 2.1.2.1 : Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Cette signalisation doit être visible, lisible et maintenue en bon état.

#### **Article 2.1.2.2 : Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour délimiter le périmètre de l'autorisation ;
- des bornes de nivellement rattachées au niveau NGF, en tout point nécessaire pour vérifier les côtes minimales de l'extraction autorisée.
- ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection.

#### **Article 2.1.2.3 : Eaux de ruissellement**

Toutes mesures sont prises pour éviter que les eaux de ruissellement recueillies sur les terrains extérieurs à la carrière ne puissent pénétrer sur la zone en exploitation.

L'ensemble des mesures appliquées sur le site permet d'assurer la gestion des ruissellements et de limiter les risques de dégradation de la qualité des eaux (superficielles et souterraines).

#### **Article 2.1.2.4 : Accès à la carrière**

Le site est accessible à partir du Chemin du Triadou (ou voie communale n°3) en pointe Sud-Est du site.

### **Article 2.1.3 : Mise en service de la carrière**

L'exploitant notifie au préfet et aux maires des communes concernées la mise en service de l'installation, qui est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels que précisés aux articles 2.1.2.1 à 2.1.2.4 du présent arrêté.

Le rapport de ce contrôle est communiqué à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle pourra être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

### **Article 2.1.4 : Distances de sécurité et de protection**

Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance est augmentée d'une distance de sécurité garantissant, suivant la nature des terrains rencontrés durant les phases d'exploitation et la phase réaménagée, le respect de la distance de 10 mètres minimal citée ci-dessus.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette

distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### **Article 2.1.5 : Dispositions d'exploitation**

#### Article 2.1.5.1 : Patrimoine archéologique

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'Inspection des installations classées. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits.

#### Article 2.1.5.2 : Rythme de fonctionnement

Les horaires associés aux activités des installations sont de **7h00 à 19h00** sauf les dimanches et les jours fériés.

A titre exceptionnel, sur les périodes caniculaires estivales, le début de la plage horaire peut débuter au plus tôt à partir de 6 h 00.

#### Article 2.1.5.3 : Modalités d'extraction

##### **I – Phasage**

L'extraction est réalisée en 6 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage **Annexé 3** au présent arrêté.

Toute modification de ce phasage doit faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance préalable auprès de la Préfecture.

##### **II - Cote minimale d'extraction - dimensions des gradins, pentes, et pistes**

- Côte minimale du fond d'exploitation : 548 m NGF ;
- Hauteur maximale des front : 15 m ;
- Largeur minimale de gradin/banquette en cours d'exploitation : 8 à 10 m ;
- Largeur minimale de gradin dont l'exploitation est terminée : 5 m ;
- Pente maximale des pistes d'accès aux gradins/banquettes : 15 %;
- Largeur minimale des pistes d'accès dans la fosse : 7mètres ;
- Largeur des pistes en périphérie de la fosse : 6 mètres .

##### **III – Dispositions de détachement de la masse rocheuse**

Les fronts ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

L'opération d'abattage est pratiquée en tête du gisement et en progression latérale.

L'extraction est réalisée selon trois plans de coupe verticaux et horizontaux suivant le fil de la roche.

L'abattage est effectué par la technique du pré-découpage au marteau perforateur (gailleuse) puis éclatement à l'explosif avec deux méthodes selon l'état de la roche concernée :

- au cordeau détonant,
- à la poudre noire.

Les tirs de mines, impliquent des quantités d'explosifs de l'ordre de 10 kg par tir.

### **Article 2.1.6 : Consignes et plans d'exploitation**

#### Article 2.1.6.1 : Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de

démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes sont tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### Article 2.1.6.2 : Plan d'exploitation

I - L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le[s] borne[s] de nivellement, le piquetage déterminant les zones à préserver,
- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 2.1.4 ci-dessus, les zones à préserver associées et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les abords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte...
- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux...

II - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

#### Article 2.1.6.3 : Contrôle des aménagements préliminaires

Il est procédé à une vérification du bon état des limites du site (clôture, merlon, haie, réseau de dérivation des eaux de ruissellement externe) entourant le site, du bornage, du piquetage, du portail et des panneaux d'information et de signalisation des dangers.

Ce contrôle est consigné sur un support cartographique ou tout autre moyen approprié.

## **CHAPITRE 2.2 – REMISE EN ÉTAT**

### **Article 2.2.1 : Conditions de remise en état**

#### Article 2.2.1.1 : Remise en état en cours d'exploitation

La remise en état est en cohérence avec la spécificité du Massif du Sidobre, par un retour à l'état naturel boisé tout en maintenant des espaces ouverts et de lisières.

La remise en état est coordonnée à l'exploitation selon le phasage **Annexé 3** au présent arrêté.

Le phasage d'exploitation permettant d'aboutir au réaménagement final intègre la remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation au fur et à mesure que les développés complets sont atteints.

#### Article 2.2.1.2 : Remise en état finale

La remise en état est conforme au plan **Annexé 4** et comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage.

La remise en état coordonnée est conforme aux plans **Annexés 3** et comporte les principales caractéristiques suivantes :

- l'intégration du site dans son environnement ;
- les plantations prévues, réalisées principalement par masses boisées de jeunes plants de type forestier ;
- les zones de remblais et de stériles sont remodelées dans les champs visuels depuis l'extérieur du site ;
- la stabilité des berges et des fronts est assurée.

Les travaux de remise en état consistent en un réaménagement en cohérence avec la spécificité du Massif du Sidobre :

- un retour à l'état naturel boisé ;
- le maintien des espaces ouverts et de lisières au bénéfice de l'insertion paysagère et de la biodiversité.

### **Article 2.2.2 : Remblayage**

I - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

- seuls les déchets d'extraction inertes sont utilisés pour le remblayage dans le cadre de la remise en état du site le volume est de l'ordre de 200 000 / 215 000 m<sup>3</sup> sur la durée de l'autorisation .

## **CHAPITRE 2.3 – DÉCLARATION ANNUELLE**

### **Article 2.3.1 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)**

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

## **CHAPITRE 2.4 – INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.4.1 : Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 2.5.1 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

Tous les documents, plans ou registres établis en application du présent arrêté et tous les résultats des mesures effectuées au titre du présent arrêté sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

---

## **TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 3.1.1 : Dispositions générales**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission de poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 3.1.2 : Émissions diffuses et envols de poussières**

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

##### **I - Au niveau de l'entrée du site :**

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus.

Les pistes et aires principales entre l'entrée du site et les installations de stockage sont stabilisées.

L'abattage des poussières est assuré par arrosage des pistes et voies circulées.

Les eaux de ruissellement accumulées au sein du bassin présent en point bas du site constituent une réserve en eau.

##### **II - Au niveau des voies de circulation et des aires de stationnement :**

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins sont aménagées et convenablement nettoyées.

La vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée (20km/h).

## CHAPITRE 3.2 – RETOMBÉES DE POUSSIÈRES DANS L'ENVIRONNEMENT

### **Article 3.2.1 : Surveillance de la qualité de l'air**

Les dispositions sur site :

- Nombre d'engins adapté au rythme d'exploitation et équipés du système AdBlue (fonction moteur diesel en trois temps pour réduire les niveaux de pollution) ;
- Arrosage des surfaces visant les arènes lors de l'opération de découverte en périodes sèches et ventées ;
- Forations à la gailleuse ou au marteau fond de trou réalisées à l'eau ;
- Opérations de sciage à la machine à fil ou au disque (débiteuse) menées sous eau ;
- Arrosage des voies circulées en périodes sèches et ventées ;
- Débiteuse fonctionnant à l'eau ;
- Limitation des vitesses de circulation sur le site (20 km/h) .

---

## TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

### CHAPITRE 4.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels.

### CHAPITRE 4.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### **Article 4.2.1 : Origine des approvisionnements en eau**

Le site est raccordé au réseau d'alimentation en eau potable.

Les besoins en eau potable sont exclusivement réservés à l'usage des personnels pour desservir les sanitaires et les points d'eau (évier, lavabos, douches).

Les besoins en eau, nécessaire à l'extraction, notamment pour les machines assurant la perforation (gailleuses, marteaux fonds de trous) et la coupe (machines à fils, disques) sont de l'ordre de 10 à 15 m3/jour qui sont prélevés au sein du bassin présent en point bas (Nord du site) et à partir de secteurs surcreusés au sein même de la fosse.

### CHAPITRE 4.3 – REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

#### **Article 4.3.1 : Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement...) ;

- les effluents domestiques sont collectés au sein d'une fosse « toutes eaux » constituant le dispositif d'assainissement autonome.

#### **Article 4.3.2 : Collecte des eaux pluviales**

La conception des ouvrages (merlons/dérives) est conforme au plan **Annexé 3**.

Toutes dispositions sont prises afin d'éviter que les eaux pluviales extérieures au site ne se déversent dans la carrière.

Les dispositifs en place (fossés, dérives, merlons) sont entretenus et remodelés en tant que de besoin et notamment après des épisodes pluvieux.

#### **Article 4.3.3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle, de vérification du bon fonctionnement de l'obturateur et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Un registre de suivi des opérations d'entretien périodique, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4.3.4 : Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes**

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

#### **Article 4.3.5 : Contrôle des rejets d'eaux**

Le rejet du bassin de décantation situé en bordure Nord du site, recevant les eaux de ruissellement diffuses en provenance du site, ainsi que les eaux de la zone dite de « dépression » située au pied d'anciennes verses, est guidé jusqu'au fossé marqué en bordure de la Route du Bois d'En Baysse, et rejetée par surverse dans un petit chenal qui rejoint le ruisseau « Lézertou ».

L'exploitant réalise un suivi analytique des rejets du bassin de décantation.

Les mesures qualitatives sur les eaux pluviales rejetées seront réalisées dès la première année d'exploitation puis tous les 3 ans (si pas d'incidence notable observée).

*Les seuils réglementaires à respecter pour les eaux de rejet sont les suivants :*

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30 °C ;
- matières en suspension totales (MEST) de concentration inférieure à 100 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluents non décantés (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.

---

## **TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS**

---

## CHAPITRE 5.1 – PRINCIPES DE GESTION

### **Article 5.1.1 : Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

### **Article 5.1.2 : Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **Article 5.1.3 : Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

### **Article 5.1.4 : Transport**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau électronique de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 5.2 – PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION

Le volume de stérile (extraction et travaux de découverte) estimé est de l'ordre de 200 000 / 215 000 m<sup>3</sup> sur 30 ans.

Ces matériaux sont directement utilisés pour l'entretien des merlons, gradins et pistes et/ou de façon définitive dans le cadre de la remise en état coordonnée de la carrière (remblais...).

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

---

## **TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS**

---

### **CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 6.1.1 : Aménagements**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article 6.1.2 : Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

#### **Article 6.1.3 : Appareils de communication**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **Article 6.1.4 : Les engins et équipements**

Les différents engins et équipements :

- foreuses ;
- machines à fil ;
- marteaux fond de trou ;
- disques/débiteuses ;
- chargeurs, camions, arroseuse ;
- compresseur...

N'interviennent pas en simultané, les activités fonctionnent par séquences spécifiques.

Ces dispositifs sont remplacés autant que de besoin.

## CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

### Article 6.2.1 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation

### Article 6.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

### Article 6.2.3 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

## CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS

### Article 6.3.1 : Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

#### **Article 6.3.2 : Contrôle des vibrations**

Dans le cadre ponctuel de cas de tirs à réception, l'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées au niveau d'une ou plusieurs constructions avoisinantes.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées

En cas de plaintes, des mesures de la surpression aérienne et de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.

---

## **TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES**

---

### **CHAPITRE 7.1 – GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 7.1.1 : Propreté de l'installation et de ses abords**

I - L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés et entretenus.

II - Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 7.1.2 : Contrôle des accès**

I - Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est fermé par un portail.

II - L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace.

L'interdiction d'accès au public est affichée en limite de l'exploitation à proximité de chaque accès.

III - L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

#### **Article 7.1.3 : Circulation dans l'établissement**

I - L'exploitant fixe les consignes d'accès et de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (plan de circulation à l'entrée du site, panneaux de signalisation, marquage au sol...).

II - Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

## CHAPITRE 7.2 – DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

### **Article 7.2.1 : Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **Article 7.2.2 : Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

## CHAPITRE 7.3 – DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### **Article 7.3.1 : Rétentions et confinement**

I. Deux cuves de GNR double enveloppe, d'une contenance de 4000 Litres chacune, et équipées d'un pistolet à arrêt automatique, sont positionnées au démarrage au droit d'une aire étanche en béton, d'une superficie de 200 m<sup>2</sup>.

L'aire étanche réservée au remplissage des réservoirs des engins et au stationnement des chargeurs et tombereaux, est délimitée par des caniveaux, et raccordée à un débourbeur/déshuileur.

Le plein de réservoir des pelles, moins mobiles, est assuré au sein même de la zone travaux. Un dispositif complet "aire étanche mobile/déshuileur et cuve de GNR" est régulièrement repositionné en marge des zones exploitées.

#### **II. Engins**

Le stationnement des chargeurs en heure non ouvrable, est réalisé sur une aire étanche traitée en béton.

L'exploitant est tenu d'effectuer l'entretien courant (vidange) et le ravitaillement en carburant des engins uniquement sur cette aire.

III. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;
- Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :
  - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
  - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

IV. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

V. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

VI. Un stockage de produits absorbants est présent sur le site pour permettre la récupération des hydrocarbures en cas de fuite accidentelle.

VII. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

**VIII.** Les engins sont équipés d'un kit anti-pollution à bord et les chauffeurs sont régulièrement formés à leur utilisation.

**IX.** En cas de pollution accidentelle, l'exploitant informe le(s) maire(s) concerné(s).

## **CHAPITRE 7.4 – DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **Article 7.4.1 : Travaux**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### **Article 7.4.2 : Intervention des services de secours**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Un moyen téléphonique d'alerte est présent sur site.

Un accueil afin de diriger les sapeurs-pompiers pour toute demande d'intervention est organisé.

Afin de faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, un plan schématique est affiché à l'entrée du site, ce plan présente :

- tous les bâtiments y compris les locaux ou stockages à risques particuliers ;
- toutes les voies de circulation ;
- la localisation des hydrants, des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, ainsi que les moyens d'extinction fixes et alarme.

---

## **TITRE 8 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 – CALENDRIER D'INTERVENTION**

Un calendrier d'intervention est défini pour les phases d'entretien des plantations, de débroussaillage et d'entretien du réseau de collecte des eaux pluviales.

### **CHAPITRE 8.2 – DÉFRICHEMENT**

**I** - Les travaux de défrichement (2,41 ha) **Annexe 5** sont réalisés conformément au guide technique « réussir la plantation forestière » (3<sup>ème</sup> édition – décembre 2014) édité par le Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, à l'arrêté du préfet de région du 30 décembre 2020 fixant la liste et les dimensions des matériels forestiers de reproduction éligible aux aides publiques et aux déductions fiscales pour le boisement et le reboisement ; et l'arrêté du préfet de région du 30 décembre 2020 définissant les densités de plantation pour les projets de reboisement bénéficiant des aides de l'État.

**II** - Le site fait partie du site inscrit « Massif du Sidobre » justifiant l'application d'un coefficient 2, soit **4ha 82a 86ca** pour le calcul de la compensation.

Conformément à l'article L.341-6 du code forestier, la SAS Carrières PLO devra réaliser **l'une ou l'autre** des mesures compensatoires suivantes dans le délai de 5 ans à compter de la notification de l'autorisation :

- travaux de boisement ou reboisement d'une surface minimale de **4ha 82a 86ca**;
- Ou**
- versement d'une indemnité au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) d'un montant équivalent à **25 495 €** (coût moyen reboisement estimé au niveau national par ONF 2 800€/hectare – coût du foncier prix le plus bas des terres sur la commune de Saint Salvy de la Balme 2 480€/hectare) .

III – Le choix de réaliser des travaux de reboisement ou sylvicoles devra se faire en accord préalable avec la Direction Départementale des Territoires du Tarn.

## CHAPITRE 8.3 – INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage par :

- La préservation assez large du cordon boisé périphérique ;
- la limitation du cordon arboré en partie Sud, l'angle Sud-Est permettant l'accès au site et à l'aire de chargement des blocs;
- la création de merlons paysagers (de 3 à 4 m de hauteur) encadrant les implantations de stockage et de chargement en secteur Sud-Est. Ces derniers permettent de renforcer les écrans arborés déjà existants en bordure immédiate de la limite Est (au contact de boisements) et surtout du Chemin du Triadou côté Sud. Ces merlons seront maintenus en place à l'issue de l'exploitation du site.
- Mise en dépôt définitif séquencés en risbermes des stériles d'extraction non valorisables en bordure Nord de la fosse, avec plantations d'arbres (essences locale) réalisées à l'aide d'apports de terre végétale ;
- ensemencements (mélange grainier à base de bruyères) en partie sommital des remblais.

---

## TITRE 9 – ESPÈCES PROTÉGÉES

---

### **Article 9.1 : Dérogation**

Il n'y a pas de nécessité de réaliser une dérogation aux interdictions mentionnées au 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du Code de l'Environnement.

### Article 9.1.1 : Mesures visant à effacer, atténuer, accompagner les impacts potentiels

L'ensemble des mesures visant à effacer, atténuer, ou accompagner les impacts potentiels sont :

#### Mesures d'évitement en Phase exploitation :

- Conservation dans un bon état écologique des zones humides et des gazons aux abords ;
- Conservation des deux îlots de Hêtraie acidiphile sub-atlantique couvrant un total d'un peu plus de 1,22 ha au sein de la zone projet ;
- Exploitation alternative limitant le développement surfacique de l'exploitation vers l'Ouest (habitats naturels boisés matures résiduels), en partie Nord au droit des deux pièces d'eau existantes, et à l'aplomb des zones forestières accueillant des arbres à cavités (angle Sud-Est) ;
- Balisage des zones à mettre en défens d'habitats naturels ;
- Opérations de défrichement Adaptation du calendrier des travaux en fonction des périodes de moindre vulnérabilité pour la faune.

#### Mesures réductrices en Phase exploitation :

- 1 : Mesures de réduction d'impact surfacique en phase d'exploitation/projet en faveur des habitats forestiers ;
- 2 : Mesures de réduction d'impact surfacique en phase d'exploitation/projet en faveur des zones humides ;
- 3 : Mesures de réduction en faveur des coléoptères vivant dans les arbres creux dressés et les arbres morts couchés au sol ;
- Prospections nocturnes/ captures de sauvetage /relâchers d'amphibiens ;
- Déplacement et stockage des grumes de vieux bois devant être coupées vers les zones de bois situées à l'Est de la zone projet (emplacement de l'îlot de sénescence) ;
- Installation de barrières anti-retour pour reptiles et amphibiens.

#### Mesures en phase travaux favorables au biotope :

- Mise en défens des zones à conserver, balisage préalable des surfaces forestières devant être défrichées et marquage des arbres à cavités devant être abattus ;
- Mesures de réduction permettant de limiter la prolifération de la flore indésirable en phase travaux ; Adaptation du calendrier des travaux en fonction des périodes de moindre vulnérabilité pour la faune Passage d'un écologue avant coupe des arbres gîtes potentiels ;
- Installation de 20 pièges passifs pour capture de sauvetage / déplacement de reptiles avant travaux Prospections nocturnes / captures de sauvetage / relâcher d'amphibiens ;
- Déplacement et stockage des grumes de vieux bois devant être coupées vers les zones de bois situées à l'Est de la zone projet ;
- Installation de barrières anti-retour pour reptiles et amphibiens.

---

## **TITRE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

---

### **Article 10.1 : Délais et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 10.2 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint Salvy de la Balme et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint Salvy de la Balme pendant une durée minimum d'un mois ; Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir les communes de Saint Salvy de la Balme , Boissezon , Cambounès , Burlats , Noailhac.

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 10.3 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Sains-Salvy de la Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SAS CARRIERES PLO.

A L D i Le 21 FEV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,



**Laurent GANDRA-MORENO**

ANNEXE 1 : Plans – Localisation - parcellaire cadastral - topographie

ANNEXE 2 : Plan d'ensemble des installations

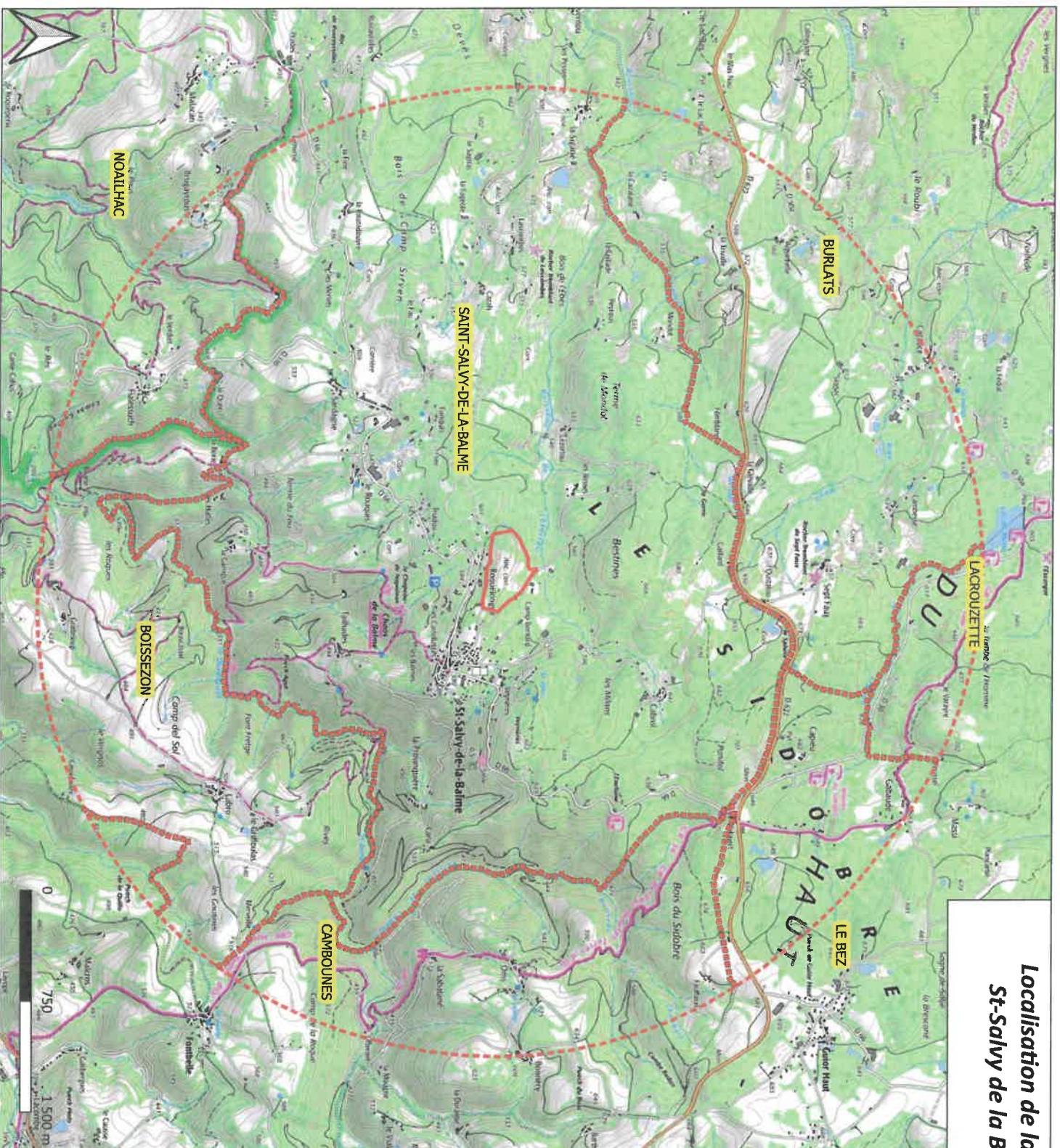
ANNEXE 3 : Plans de phasage ( 1 à 6) et ouvrages de collecte des eaux de ruissellement

ANNEXE 4 : Plan de principe de remise en état final

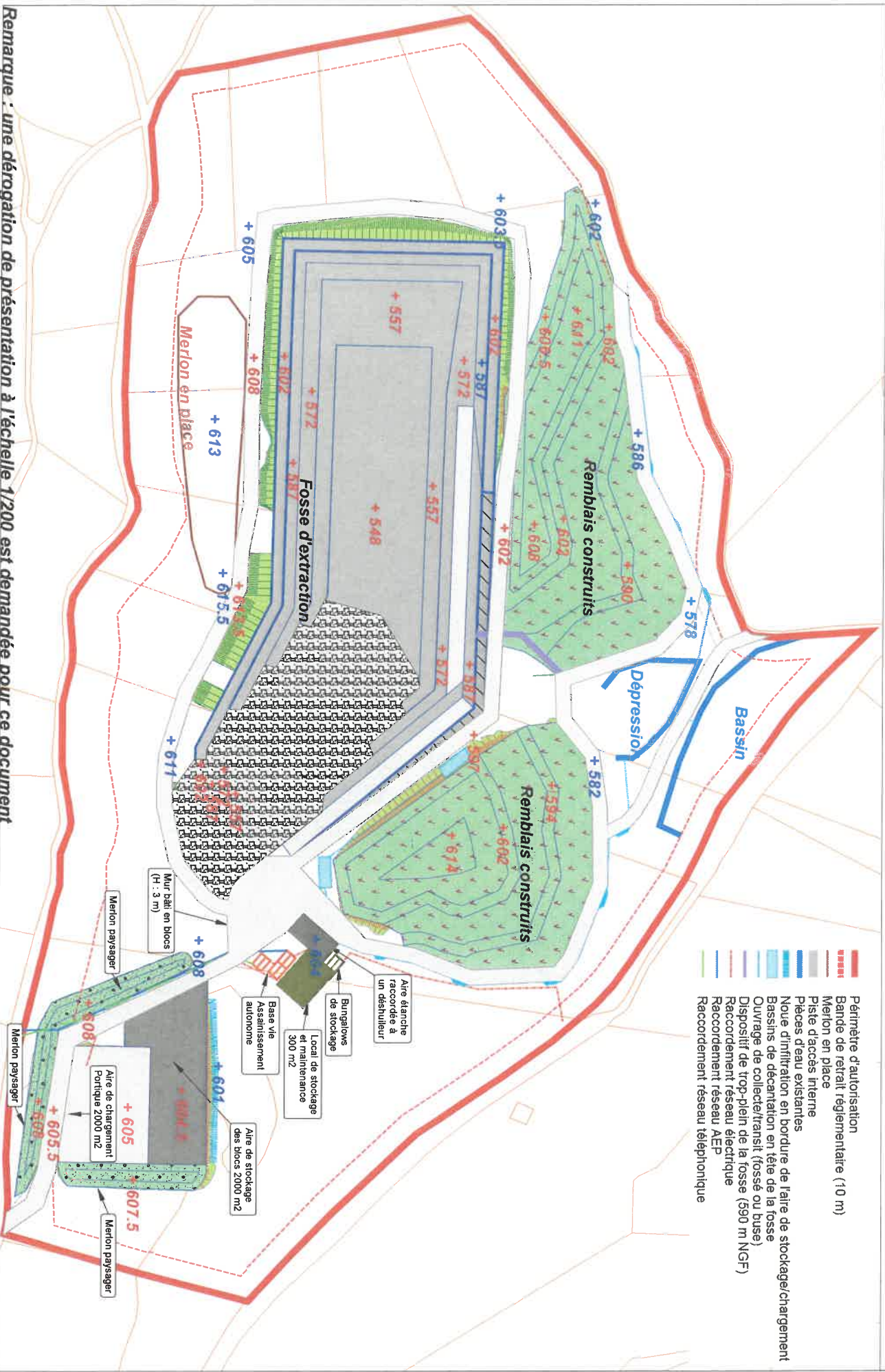
ANNEXE 5: Plan de défrichage

# Localisation de la carrière de Bois d'En Baysse St-Salvy de la Balme (81) - CARRIERES PLO 1/25000

## ANNEXE 1



--- Limites communales  
--- Rayon d'affichage de 3 km  
--- Périmètre d'autorisation  
 SCAN25TOUR WLD WM 12-2022



Limites géométriques, cotes altimétriques et positions des fronts et remblais indicatives car soumises aux variations latérales du gisement

Légende des plateformes

	Merlon PF Sud
	PF Stockage blocs
	PF Chargement
	PF Déchargement
	Remblais
	Rampes accès
	Graviers
	Talus

Périmètre d'autorisation

	Bande de retrait (10 m et 20 m en marge Sud)
	Limites d'accès interne
	Fronts d'exploitation existants
	Forêt d'implantation des eaux des aires attenantes
	Forêt de collecte des eaux jusqu'au bassin
	Remise en état en cours ou achevée



